

## Office Communautaire des Variétés Végétales Comptes annuels finaux 2014

## Table de matières

Mission of the CPVO .....	3
Objectif .....	3
L'OCVV .....	3
Organisation structurelle de l'OCVV et acteurs .....	3
1. Vue d'ensemble de l'exécution du budget 2014 .....	4
Introduction.....	4
Vue d'ensemble.....	4
Comptes budgétaires .....	4
Comptes Financiers .....	4
Résultat budgétaire .....	4
Recettes .....	6
Dépenses .....	7
Révisions budgétaires et transferts .....	11
Gestion de reports de credits (C8) .....	12
Réserve disponible .....	13
2. Principes budgétaires .....	14
3. Budgetary Accounts .....	15
Résultat budgétaire – Details.....	15
Recettes budgétaires .....	15
Résultats budgétaires – rapports détaillés.....	16
4. Comptes Financiers:.....	19
Bilan .....	19
Etat de la performance financière .....	20
Cash flow (Méthode Indirecte).....	21
Réconciliation du résultat économique avec le résultat budgétaire .....	22
5. Notes to the financial accounts .....	23
6. Etats sur le risque financier .....	28
7. Résumé des principes comptables essentiels .....	30

# Mission of the CPVO



## Objectif

Un régime de protection communautaire des obtentions végétales, a été institué sur base d'un règlement communautaire. Il s'agit d'un régime spécifique permettant l'octroi de droits de propriété industrielle pour des variétés végétales, valable sur l'ensemble du territoire de la Communauté.

## L'OCVV

La mise en oeuvre et l'application de ce régime communautaire sont assurées par l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV). L'OCVV est opérationnel depuis le 27 avril 1995. Son siège a été fixé à Angers (France) lors de la Conférence Intergouvernementale des représentants en décembre 1996. L'OCVV, qui est une agence décentralisée de la Communauté, dispose d'une personnalité juridique propre. Il s'autofinance, principalement sur base de taxes versées.

## Organisation structurelle de l'OCVV et acteurs

**Conseil d'administration** : L'OCVV est placé sous l'autorité d'un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque Etat membre et d'un représentant de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants. Le conseil d'administration conseille l'OCVV, formule des orientations générales et des principes directeurs, émet des avis, constitue l'autorité budgétaire de l'OCVV, examine et contrôle ses activités ainsi que celles de son Président.

**Direction de l'OCVV** : La direction de l'OCVV est assurée par son Président nommé par le Conseil de l'Union européenne. Le Président prend toutes les mesures utiles en vue d'exécuter le budget de l'OCVV et d'assurer son bon fonctionnement dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues par les règlements communautaires. Il est assisté d'un Vice-Président qui assure ses fonctions en cas d'empêchement. Le Président a délégué une part de ses compétences au Vice-Président.

**Organisation interne de l'OCVV** : L'OCVV s'organise autour de trois unités (Technique, Administration et Juridique) et de deux services horizontaux (Ressources Humaines et Relations Publiques). Il y a également un service responsable de l'Audit Qualité des centres d'examens. Ce service est sous la responsabilité administrative du Président tout en étant indépendant en ce qui concerne les opérations d'audit.

**Chambre de recours** : une Chambre de recours a été instituée, compétente pour statuer sur les recours formulés contre certains types de décisions prises par l'OCVV. Celle-ci se compose d'un Président, d'un suppléant, et de membres choisis par ledit Président sur une liste (établie conformément à une procédure réglementaire précise) en fonction des cas à traiter. La Chambre de recours est caractérisée par l'indépendance de ses membres.

Les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi en cassation devant la Cour de justice de l'Union Européenne, à Luxembourg.

**Autres institutions** : diverses institutions communautaires comme essentiellement le Conseil de l'Union européenne, la Cour des comptes (contrôle des comptes de recettes et de dépenses), le Parlement européen et la Commission européenne ont une incidence directe ou indirecte sur les activités de l'OCVV.

## 1. Vue d'ensemble de l'exécution du budget 2014

### Introduction

Le présent rapport fournit, conformément aux dispositions financières de l'Office communautaire des Variétés végétales, une vue d'ensemble et une analyse de l'exécution budgétaire de l'OCVV en 2014, ainsi qu'une présentation des événements et développements clés ayant un impact sur la situation financière de l'Office.

Les rapports seront soumis à un audit de la Cour des comptes européenne.

### Vue d'ensemble

Le système de protection communautaire a connu une année record en 2014. L'Office a atteint son plus haut niveau de nouvelles demandes (3 626), et avec 2 684 nouveaux titres octroyés et un taux relativement faible de retraits, le nombre total de titres en vigueur s'est élevé à 22 557.

### Comptes budgétaires

Les comptes budgétaires, qui reflètent les recettes et dépenses pour l'année, dépendent de l'échéancier des encaissements et des décaissements. Les recettes s'élèvent à 12.72 millions d'euros et les dépenses à 13.25 millions d'euros, soit un excédent budgétaire de 533 000 euros. Les recettes non budgétaires de 72 000 euros portent le résultat net à 461000 euros (négatif), en ligne avec les prévisions.

Ce résultat est nettement inférieur à celui de l'année précédente et réalise les intentions de l'Office de réduire la 'réserve disponible' – qui a diminué en 2014.

### Comptes Financiers

Les comptes financiers présentent un déficit économique de 0.69<sup>1</sup> millions d'euros. Ce chiffre tient compte inter alia des factures qui n'ont pas encore été reçues en fin d'année

### Résultat budgétaire

Le résultat budgétaire se calcule par la différence entre les recettes et les paiements budgétaires.

---

<sup>1</sup> Dans la version précédente de juin 2015, une erreur de frappe s'est glissée au niveau du résultat économique avec un montant négatif de 0.32 millions d'euros alors que le montant à retenir est un montant négatif de 0.69 millions d'euros.

Table 1 : Résultat budgétaire 2014

LEVEL1	libre+desc	2014	2013	% variation 2014
Recettes	- Recettes de taxes	12 293 003,00	12 919 375,00	-4,85%
	- Autres Recettes	427 536,67	134 479,42	217,92%
	<b>Total</b>	<b>12 720 539,67</b>	<b>13 053 854,42</b>	<b>-2,55%</b>
Dépenses	Titre 1 Dépenses de personnel	-5 801 093,74	-5 809 026,96	-0,14%
	Titre 2 Dépenses administratives	-1 294 423,56	-1 089 462,23	18,81%
	Titre 3 Dépenses opérationnelles	-6 158 727,92	-5 856 655,17	5,16%
	<b>Total</b>	<b>-13 254 245,22</b>	<b>-12 755 144,36</b>	<b>3,91%</b>
<b>Résultat budgétaire de l'année</b>		<b>-533 705,55</b>	<b>298 710,06</b>	<b>-278,67%</b>
Résultat non budgétaire		72 288,52	40 009,24	80,68%
<b>Résultat net de l'année</b>		<b>-461 417,03</b>	<b>338 719,30</b>	<b>-236,22%</b>

## Recettes

Table 2 : Répartition des recettes

	2014	2013	% variation 2014
Recettes de taxes	12 293 003,00	12 919 375,00	-4,85%
Intérêts	292 983,40	129 883,39	125,57%
Recettes administratives	4 688,27	4 596,03	2,01%
Programme multi-bénéficiaire	129 865,00		
<b>Grand Total</b>	<b>12 720 539,67</b>	<b>13 053 854,42</b>	<b>-2,55%</b>

Table 3 : Répartition des recettes de taxes

	2014	2013	% variation 2014
Taxes annuelles	5 710 850,00	6 540 050,00	-12,68%
Taxes de demande	2 308 800,00	2 136 300,00	8,07%
Taxes d'examen	3 816 400,00	3 826 307,00	-0,26%
Autres taxes	456 953,00	416 718,00	9,66%
<b>Grand Total</b>	<b>12 293 003,00</b>	<b>12 919 375,00</b>	<b>-4,85%</b>

## Dépenses

L'exécution des dépenses est réalisée en utilisant les crédits d'engagements et les crédits de paiements.

Pour les dépenses liées au personnel et les dépenses administratives (titre 1 et titre 2), les budgets d'engagement et de paiement sont égaux. Ce qui signifie que les montants engagés au cours d'une année sont identiques aux montants payés au cours de cette même année (ou reportés pour être payés au début de l'année suivante, comme les crédits C8).

Pour les dépenses opérationnelles (titre 3 – examens principalement), les engagements peuvent être faits sur une année, mais le paiement peut être étalé sur les années futures (en fonction des espèces en cours d'examen). Pour cette raison, le budget des engagements est différent du budget des paiements pour les dépenses opérationnelles.

Table 4 : Exécution budgétaire 2014

	Budget final	Exécution budgétaire	Exécution %	Budget annulé	% Annulé
Titre 1 Dépenses de personnel	5 976 000,00	5 801 093,74	97,1%	174 906,26	2,9%
Titre 2 Dépenses administratives	1 700 000,00	1 294 423,56	76,1%	405 576,44	23,9%
Titre 3 Dépenses opérationnelles	7 016 000,00	6 158 727,92	87,8%	857 272,08	12,2%
<b>Grand Total</b>	<b>14 692 000,00</b>	<b>13 254 245,22</b>	<b>90,2%</b>	<b>1 437 754,78</b>	<b>9,8%</b>

Table 5 : Exécution budgétaire – comparaison 2013 – 2014

	Exécution Budgétaire 2014	Exécution Budgétaire 2013	% Change
Titre 1 Dépenses de personnel	5 801 093,74	5 809 026,96	-0,1%
Titre 2 Dépenses administratives	1 294 423,56	1 089 462,23	18,8%
Titre 3 Dépenses opérationnelles	6 158 727,92	5 856 655,17	5,2%
<b>Grand Total</b>	<b>13 254 245,22</b>	<b>12 755 144,36</b>	<b>3,9%</b>

Table 6 : Exécution budgétaire 2014 – Titre 1 : dépenses de personnel

Budget article	Description.	Budget final	Exécution budgétaire	Exécution %	Payé dans l'année	Reporté sur l'année suivante (C8)	Budget annulé	% Annulé
E1100	Personnel	5 562 500,00	5 410 179,18	97,3%	5 393 331,40	16 847,78	152 320,82	2,7%
E1200	Formation	100 000,00	97 937,86	97,9%	54 363,86	43 574,00	2 062,14	2,1%
E1300	Frais de déplacement	240 000,00	230 580,98	96,1%	214 127,88	16 453,10	9 419,02	3,9%
E1400	Intérimaire	48 500,00	43 527,88	89,7%	43 527,88	0,00	4 972,12	10,3%
E1500	Assistance/soutien	15 000,00	14 377,47	95,8%	14 377,47	0,00	622,53	4,2%
E1700	Frais de représentation	10 000,00	4 490,37	44,9%	4 490,37	0,00	5 509,63	55,1%
<b>Grand Total</b>		<b>5 976 000,00</b>	<b>5 801 093,74</b>	<b>97,1%</b>	<b>5 724 218,86</b>	<b>76 874,88</b>	<b>174 906,26</b>	<b>2,9%</b>

Table 7 : Exécution budgétaire – Titre 1 : dépenses du personnel – comparaison 2013 – 2014

Budget article	Description.	Exécution Budgétaire 2014	Exécution budgétaire 2013	% Change
E1100	Personnel	5 410 179,18	5 382 374,37	0,5%
E1200	Formation	97 937,86	105 933,60	-7,5%
E1300	Frais de déplacement	230 580,98	209 248,32	10,2%
E1400	Intérimaire	43 527,88	91 950,12	-52,7%
E1500	Assistance/soutien	14 377,47	14 422,48	-0,3%
E1700	Frais de représentation	4 490,37	5 098,07	-11,9%
<b>Grand Total</b>		<b>5 801 093,74</b>	<b>5 809 026,96</b>	<b>-0,1%</b>

Table 8 : Exécution budgétaire 2014 – Titre 2 : dépenses administratives

Budget article	Description.	Budget final	Exécution budgétaire	Exécution %	Payé dans l'année	Reporté sur l'année suivante (C8)	Budget annulé	% Annulé
E2000	Immeubles	400 000,00	280 480,68	70,1%	140 126,47	140 354,21	119 519,32	29,9%
E2100	Dépenses informatique	550 000,00	543 430,73	98,8%	439 172,62	104 258,11	6 569,27	1,2%
E2200	Equipements divers	70 000,00	61 341,73	87,6%	50 410,20	10 931,53	8 658,27	12,4%
E2300	Administration générale	100 000,00	22 992,24	23,0%	22 145,24	847,00	77 007,76	77,0%
E2400	Affranchissement et télécom.	100 000,00	86 632,65	86,6%	76 318,91	10 313,74	13 367,35	13,4%
E2500	Réunion et conseil	330 000,00	166 144,73	50,3%	111 076,69	55 068,04	163 855,27	49,7%
E2600	Audit et évaluation	150 000,00	133 400,80	88,9%	60 574,42	72 826,38	16 599,20	11,1%
<b>Grand Total</b>		<b>1 700 000,00</b>	<b>1 294 423,56</b>	<b>76,1%</b>	<b>899 824,55</b>	<b>394 599,01</b>	<b>405 576,44</b>	<b>23,9%</b>



Table 9 : Exécution budgétaire – Titre 2 : dépenses administratives – comparaison 2013 – 2014

Budget article	Description.	Exécution Budgétaire 2014	Exécution budgétaire 2013	% Change
E2000	Immeubles	280 480,68	226 395,29	23,9%
E2100	Dépenses informatique	543 430,73	315 488,18	72,3%
E2200	Equipements divers	61 341,73	51 915,77	18,2%
E2300	Administration générale	22 992,24	69 333,62	-66,8%
E2400	Affranchissement et télécom.	86 632,65	79 943,13	8,4%
E2500	Réunion et conseil	166 144,73	231 602,46	-28,3%
E2600	Audit et évaluation	133 400,80	114 783,78	16,2%
<b>Grand Total</b>		<b>1 294 423,56</b>	<b>1 089 462,23</b>	<b>18,8%</b>

Table 10 : Exécution budgétaire – Titre 3 : Dépenses opérationnelles

Budget article	Description.	Budget final	Exécution budgétaire	Exécution %	Budget annulé	% Annulé
E3000	Dépenses d'examen	6 100 000,00	5 482 555,35	89,9%	617 444,65	10,1%
E3200	Rapports d'examen	312 000,00	270 480,00	86,7%	41 520,00	13,3%
E3400	Publications	150 000,00	120 306,16	80,2%	29 693,84	19,8%
E3500	Etudes	150 000,00	75 406,62	50,3%	74 593,38	49,7%
E3600	Conseillers spéciaux	104 000,00	80 113,69	77,0%	23 886,31	23,0%
E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	200 000,00	129 866,10	64,9%	70 133,90	35,1%
<b>Grand Total</b>		<b>7 016 000,00</b>	<b>6 158 727,92</b>	<b>87,8%</b>	<b>857 272,08</b>	<b>12,2%</b>

Table 11 : Exécution budgétaire – Titre 3 : Dépenses opérationnelles – comparaison 2013 – 2014

Budget article	Description.	Exécution Budgétaire 2014	Exécution budgétaire 2013	% Change
E3000	Dépenses d'examen	5 482 555,35	5 256 270,58	4,3%
E3200	Rapports d'examen	270 480,00	282 000,00	-4,1%
E3400	Publications	120 306,16	116 749,08	3,0%
E3500	Etudes	75 406,62	66 749,35	13,0%
E3600	Conseillers spéciaux	80 113,69	73 354,97	9,2%
E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	129 866,10	61 531,19	111,1%
<b>Grand Total</b>		<b>6 158 727,92</b>	<b>5 856 655,17</b>	<b>5,2%</b>

Table 12 : Exécution budgétaire (budget des engagements) 2014 – Titre 3 : dépenses opérationnelles

Budget article	Description	Budget initial	Transferts	Budget final	Committed	Percent committed
E3000	Dépenses d'examen	6 350 000	300 000,00	8 100 000,00	7 634 263,50	94,3%
E3200	Rapports d'examen	312 000	40 000,00	352 000,00	343 680,00	97,6%
E3400	Publications	150 000		150 000,00	115 217,23	76,8%
E3500	Etudes	400 000	-40 000,00	360 000,00	147 180,00	40,9%
E3600	Conseillers spéciaux	90 000	14 000,00	104 000,00	98 260,74	94,5%
E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	200 000		200 000,00	131 908,42	66,0%
<b>Total</b>		<b>7 502 000</b>	<b>314 000,00</b>	<b>9 266 000,00</b>	<b>8 470 509,89</b>	<b>91,4%</b>

Table 13 : Titre 3 – Solde des engagements

Articles budgétaires		Solde début 2014	Engagé	Dégagé	Payé	Solde fin 2014
E3000	Examens	11 616 590	7 634 264	-518 186	-5 482 555	13 250 112
E3200	Rapports	269 760	343 680	-7 920	-270 480	335 040
E3400	Publications	16 709	115 217	-7 625	-120 306	3 995
E3500	Etudes	172 071	147 180	-104	-75 407	243 740
E3600	Conseillers spéciaux	17 235	98 261	-4 309	-80 114	31 073
E3700	Programme multi-bénéficiaires	7 740	131 908	-4 978	-129 866	4 805
<b>Total</b>		<b>12 100 105</b>	<b>8 470 510</b>	<b>-543 122</b>	<b>-6 158 728</b>	<b>13 868 765</b>

## Révisions budgétaires et transferts

Comme chaque année, des transferts sont réalisés en fonction des dépenses. Pour 2014, l'augmentation significative du nombre de demandes comparée à l'année précédente a occasionné un certain nombre de transferts et révisions budgétaires.

Le tableau ci-dessous montre les révisions et transferts pour le budget des paiements :

Table 14 Révisions et transferts du budget des paiements 2014

Budget article	Description.	Budget initial des paiements	Révisions	Transferts	Budget final
E1100	Personnel	5 985 000	0	-422 500	5 562 500
E1400	Intérimaire	20 000	20 000	8 500	48 500
E2100	Dépenses informatique	350 000	100 000	100 000	550 000
E3000	Dépenses d'examen	5 400 000	400 000	300 000	6 100 000
E3600	Conseillers spéciaux	90 000	0	14 000	104 000
<b>Grand Total</b>		<b>11 845 000</b>	<b>520 000</b>	<b>0</b>	<b>12 365 000</b>

Comme on peut le voir, un transfert de 422 000 € a été effectué, du poste « personnel » vers plusieurs lignes budgétaires au cours de l'année. Le transfert a permis de couvrir, au cours de l'année, des dépenses de frais d'intérim suite à une absence inattendue ainsi que les dépenses informatiques pour de nouveaux projets.

Tous les transferts ont été signifiés au Conseil d'Administration tout au long de l'année.

Outre ces transferts qui sont sous la responsabilité du Président, en 2014, plusieurs révisions ont été approuvées par le Conseil d'Administration. Ces révisions couvraient les paiements du personnel intérimaire, les dépenses informatiques et les dépenses techniques d'examen.

Le budget des engagements du titre 3 sont traités séparément. Les révisions et transferts ont été effectués comme indiqué ci-dessous :

Table 15 Révisions et transferts de budget d'engagement (titre 3) 2014

Title	Budget article	Description	Budget initial	Révisions	Transferts	Budget final
Title 3	E3000	Dépenses d'examen	6 350 000,00	1 450 000	300 000	8 100 000
	E3200	Rapports d'examen	312 000,00		40 000	352 000
	E3400	Publications	150 000,00		0	150 000
	E3500	Etudes	400 000,00		-40 000	360 000
	E3600	Conseillers spéciaux	90 000,00		14 000	104 000
	E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	200 000,00		0	200 000
<b>Grand Total</b>			<b>7 502 000,00</b>	<b>1 450 000</b>	<b>314 000</b>	<b>9 266 000</b>

Comme évoqué précédemment, la révision la plus importante était destinée à couvrir les dépenses d'examen afin de répondre à la demande, plus particulièrement en fin d'année.

## Gestion de reports de credits (C8)

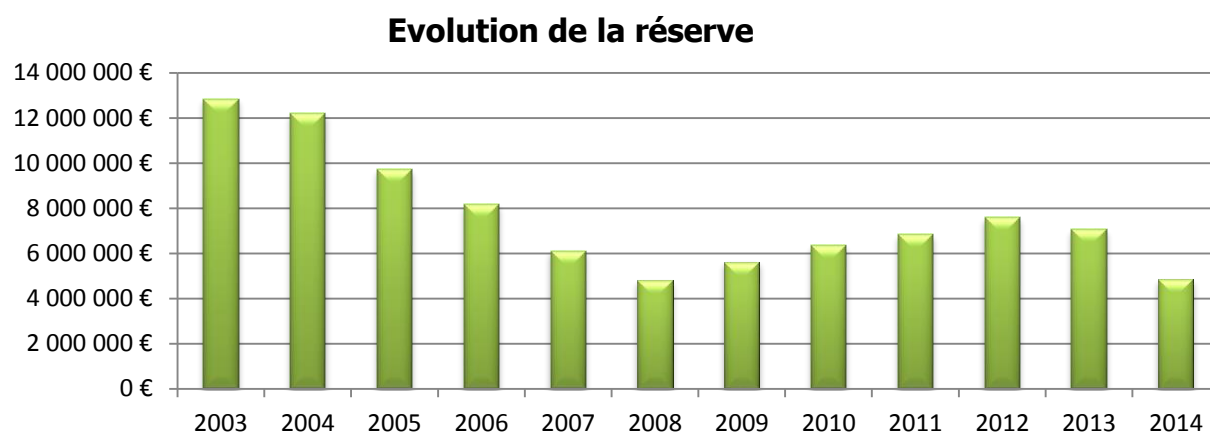
Chaque année, des engagements sont inscrits au titre 1 et au titre 2, pour lesquels les factures ne sont pas encore reçues en fin d'année. Ces montants apparaissent dans l'exécution du budget de l'année, mais sont reportés, pour être payés l'année suivante. Le montant des factures n'étant pas encore connu en fin d'année, le montant total reporté est une estimation. Pour des raisons budgétaires, une marge est nécessaire. Lorsque le montant reporté est trop élevé, les «crédits annulés» qui en résultent passent dans les recettes non budgétaires l'année suivante.

Table 14 : Exécution des crédits C8 – 2014

<b>Title</b>	<b>Budget article</b>	<b>Description</b>	<b>Budget</b>	<b>Payments</b>	<b>% Payé</b>	<b>Crédits C8 annulés</b>
Titre 1	E1100	Personnel	30 697,01	28 093,15	92%	2 603,86
	E1200	Formation	83 367,90	82 487,22	99%	880,68
	E1300	Frais de déplacement	8 000,00	4 419,79	55%	3 580,21
	E1400	Intérimaire	5 531,40	2 350,31	42%	3 181,09
	E1500	Assistance/soutien	3 411,61	2 545,60	75%	866,01
	E1700	Frais de représentation	359,00	0,00	0%	359,00
	<b>Total</b>		<b>131 366,92</b>	<b>119 896,07</b>	<b>91%</b>	<b>11 470,85</b>
Titre 2	E2000	Immeubles	75 816,37	61 849,01	82%	13 967,36
	E2100	Dépenses informatique	55 073,01	44 516,20	81%	10 556,81
	E2200	Equipements divers	3 879,44	3 879,42	100%	0,02
	E2300	Administration générale	18 809,00	8 315,00	44%	10 494,00
	E2400	Affranchissement et télécom.	11 251,00	8 579,88	76%	2 671,12
	E2500	Réunion et conseil	66 371,38	43 243,02	65%	23 128,36
	E2600	Audit et évaluation	0,00	0,00	0%	0,00
	<b>Total</b>		<b>231 200,20</b>	<b>170 382,53</b>	<b>74%</b>	<b>60 817,67</b>
Grand Total			<b>362 567,12</b>	<b>290 278,60</b>	<b>80%</b>	<b>72 288,52</b>

## Réserve disponible

Description	31/12/2014 (€)
Montant de la trésorerie	19 180 594
Titre 1 : engagements reportés de 2014	76 875
Titre 2 : engagements reportés de 2014	394 599
Titre 3 : engagements reportés de 2014	13 868 765
Réserve libre	4 840 355



## 2. Principes budgétaires

Le budget de l'OCVV est exécuté dans le respect des principes suivants :

Principe d'unité et de précision budgétaire : le budget est l'instrument qui prévoit et autorise, pour chaque exercice, l'ensemble des recettes et des dépenses estimées nécessaires à l'Office. Aucune recette ni aucune dépense ne peut être effectuée autrement que par imputation à une ligne budgétaire. Aucun crédit ne peut être inscrit au budget de l'Office s'il ne correspond pas à une dépense estimée nécessaire. Aucune dépense ne peut être engagée ni ordonnancée au-delà des crédits autorisés par le budget de l'Office.

Principe d'annualité : Les crédits inscrits au budget sont autorisés pour la durée d'un exercice budgétaire et doivent donc être utilisés au cours de cet exercice. Les engagements sont comptabilisés sur la base des engagements juridiques effectués jusqu'au 31 décembre. Les paiements sont comptabilisés au titre d'un exercice sur la base des paiements exécutés par le comptable au plus tard le 31 décembre de cet exercice.

Principe d'équilibre : Le budget de l'Office doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Principe d'unité de compte : Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros. Le taux de conversion entre l'euro et d'autres devises est tiré de la revue mensuelle.

Principe d'universalité : L'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses. Toutes les recettes et les dépenses sont inscrites dans le budget pour leur montant intégral, sans contradiction entre elles.

Principe de spécialité : Les crédits sont affectés à des destinations spécifiques par titres et chapitres; les chapitres sont à leur tour subdivisés en articles et postes.

Principe de bonne gestion financière : Les crédits budgétaires sont utilisés conformément au principe de bonne gestion financière, c'est-à-dire conformément aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité.

Principe de transparence : Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes dans le respect du principe de transparence.

### 3. Budgetary Accounts

#### Résultat budgétaire – Details

LEVEL1	titre+desc	2014	2013	% variation 2014
Recettes	- Recettes de taxes	12 293 003,00	12 919 375,00	-4,85%
	- Autres Recettes	427 536,67	134 479,42	217,92%
	<b>Total</b>	<b>12 720 539,67</b>	<b>13 053 854,42</b>	<b>-2,55%</b>
Dépenses	Titre 1 Dépenses de personnel	-5 801 093,74	-5 809 026,96	-0,14%
	Titre 2 Dépenses administratives	-1 294 423,56	-1 089 462,23	18,81%
	Titre 3 Dépenses opérationnelles	-6 158 727,92	-5 856 655,17	5,16%
	<b>Total</b>	<b>-13 254 245,22</b>	<b>-12 755 144,36</b>	<b>3,91%</b>
<b>Résultat budgétaire de l'année</b>		<b>-533 705,55</b>	<b>298 710,06</b>	<b>-278,67%</b>
Résultat non budgétaire		72 288,52	40 009,24	80,68%
<b>Résultat net de l'année</b>		<b>-461 417,03</b>	<b>338 719,30</b>	<b>-236,22%</b>

#### Recettes budgétaires

Articles budget	Description	Budget après BRS (*) et transferts	Recettes déclarées en 2014	Recettes collectées en 2014	Ecart par rapport au budget (%)
1000	Taxes et surtaxes collectées	11 812 000	12 293 003	12 293 003	4,07
3000	Réserve pour déficit	2 418 000			
5000	Réserve provenant du fonctionnement administratif	12 000	4 688	4 688	- 60,93
9100	Recettes diverses (recettes financières essentiellement)	250 000	292 983	292 983	17,19
9300	Programme Multi-bénéficiaire	200 000	129 865	129 865	- 35,07
	<b>Total</b>	<b>14 692 000</b>	<b>12 720 539</b>	<b>12 720 539</b>	

(\*) budget rectificatif supplémentaire

## Résultats budgétaires – rapports détaillés

Crédit d'engagements 2014

Titre	Budget article	Description	Budget initial	R evisions	Transferts	Budget final	Engagé	% Engagé	Annulé
Titre 1	E1100	Personnel	5 985 000	0	-422 500,00	5 562 500,00	5 410 179,18	97,3%	152 320,82
	E1200	Formation	100 000	0	0,00	100 000,00	97 937,86	97,9%	2 062,14
	E1300	Frais de déplacement	240 000	0	0,00	240 000,00	230 580,98	96,1%	9 419,02
	E1400	Intérimaire	20 000	20 000	8 500,00	48 500,00	43 527,88	89,7%	4 972,12
	E1500	Assistance/soutien	15 000	0	0,00	15 000,00	14 377,47	95,8%	622,53
	E1700	Frais de représentation	10 000	0	0,00	10 000,00	4 490,37	44,9%	5 509,63
	Total		6 370 000	20 000	-414 000,00	5 976 000,00	5 801 093,74	97,1%	174 906,26
Titre 2	E2000	Immeubles	400 000	0	0,00	400 000,00	280 480,68	70,1%	119 519,32
	E2100	Dépenses informatique	350 000	100 000	100 000,00	550 000,00	543 430,73	98,8%	6 569,27
	E2200	Equipements divers	70 000	0	0,00	70 000,00	61 341,73	87,6%	8 658,27
	E2300	Administration générale	100 000	0	0,00	100 000,00	22 992,24	23,0%	77 007,76
	E2400	Affranchissement et télécom.	100 000	0	0,00	100 000,00	86 632,65	86,6%	13 367,35
	E2500	Réunion et conseil	330 000	0	0,00	330 000,00	166 144,73	50,3%	163 855,27
	E2600	Audit et évaluation	150 000	0	0,00	150 000,00	133 400,80	88,9%	16 599,20
	Total		1 500 000	100 000	100 000,00	1 700 000,00	1 294 423,56	76,1%	405 576,44
Titre 3	E3000	Dépenses d'examen	6 350 000	1 450 000	300 000,00	8 100 000,00	7 634 263,50	94,3%	465 736,50
	E3200	Rapports d'examen	312 000	0	40 000,00	352 000,00	343 680,00	97,6%	8 320,00
	E3400	Publications	150 000	0	0,00	150 000,00	115 217,23	76,8%	34 782,77
	E3500	Etudes	400 000	0	-40 000,00	360 000,00	147 180,00	40,9%	212 820,00
	E3600	Conseillers spéciaux	90 000	0	14 000,00	104 000,00	98 260,74	94,5%	5 739,26
	E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	200 000	0	0,00	200 000,00	131 908,42	66,0%	68 091,58
	Total		7 502 000	1 450 000	314 000,00	9 266 000,00	8 470 509,89	91,4%	795 490,11
Grand Total			15 372 000	1 570 000	0,00	16 942 000,00	15 566 027,19	91,9%	1 375 972,81



## Crédit de paiements 2014

Titre+descri..	Budget article	Description.	Initial payment budget	Budget amendments	Payment budget transfers	Final appropriation	Exécution budgétaire	Execution %	Payé en 2014	Reporté à 2015 (C8)	Annulation	Annulation %
Titre 1 Dépenses de personnel	E1100	Personnel	5 985 000,00	0,00	-422 500,00	5 562 500,00	5 410 179,18	97,3%	5 393 331,40	16 847,78	152 320,82	2,7%
	E1200	Formation	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	97 937,86	97,9%	54 363,86	43 574,00	2 062,14	2,1%
	E1300	Frais de déplacement	240 000,00	0,00	0,00	240 000,00	230 580,98	96,1%	214 127,88	16 453,10	9 419,02	3,9%
	E1400	Intérimaire	20 000,00	20 000,00	8 500,00	48 500,00	43 527,88	89,7%	43 527,88	0,00	4 972,12	10,3%
	E1500	Assistance/soutien	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	14 377,47	95,8%	14 377,47	0,00	622,53	4,2%
	E1700	Frais de représentation	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	4 490,37	44,9%	4 490,37	0,00	5 509,63	55,1%
	<b>Total</b>		<b>6 370 000,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>-414 000,00</b>	<b>5 976 000,00</b>	<b>5 801 093,74</b>	<b>97,1%</b>	<b>5 724 218,86</b>	<b>76 874,88</b>	<b>174 906,26</b>	<b>2,9%</b>
Titre 2 Dépenses administrativ.	E2000	Immeubles	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	280 480,68	70,1%	140 126,47	140 354,21	119 519,32	29,9%
	E2100	Dépenses informatique	350 000,00	100 000,00	100 000,00	550 000,00	543 430,73	98,8%	439 172,62	104 258,11	6 569,27	1,2%
	E2200	Equipements divers	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	61 341,73	87,6%	50 410,20	10 931,53	8 658,27	12,4%
	E2300	Administration générale	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	22 992,24	23,0%	22 145,24	847,00	77 007,76	77,0%
	E2400	Affranchissement et télé..	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	86 632,65	86,6%	76 318,91	10 313,74	13 367,35	13,4%
	E2500	Réunion et conseil	330 000,00	0,00	0,00	330 000,00	166 144,73	50,3%	111 076,69	55 068,04	163 855,27	49,7%
	E2600	Audit et évaluation	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	133 400,80	88,9%	60 574,42	72 826,38	16 599,20	11,1%
	<b>Total</b>		<b>1 500 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>1 700 000,00</b>	<b>1 294 423,56</b>	<b>76,1%</b>	<b>899 824,55</b>	<b>394 599,01</b>	<b>405 576,44</b>	<b>23,9%</b>
Titre 3 Dépenses opérationnell.	E3000	Dépenses d'examen	5 400 000,00	400 000,00	300 000,00	6 100 000,00	5 482 555,35	89,9%	5 482 555,35	0,00	617 444,65	10,1%
	E3200	Rapports d'examen	312 000,00	0,00	0,00	312 000,00	270 480,00	86,7%	270 480,00	0,00	41 520,00	13,3%
	E3400	Publications	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	120 306,16	80,2%	120 306,16	0,00	29 693,84	19,8%
	E3500	Etudes	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	75 406,62	50,3%	75 406,62	0,00	74 593,38	49,7%
	E3600	Conseillers spéciaux	90 000,00	0,00	14 000,00	104 000,00	80 113,69	77,0%	80 113,69	0,00	23 886,31	23,0%
	E3700	Prog. Multi-bénéficiaire	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	129 866,10	64,9%	129 866,10	0,00	70 133,90	35,1%
	<b>Total</b>		<b>6 302 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>314 000,00</b>	<b>7 016 000,00</b>	<b>6 158 727,92</b>	<b>87,8%</b>	<b>6 158 727,92</b>	<b>0,00</b>	<b>857 272,08</b>	<b>12,2%</b>
<b>Grand Total</b>			<b>14 172 000,00</b>	<b>520 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 692 000,00</b>	<b>13 254 245,22</b>	<b>90,2%</b>	<b>12 782 771,33</b>	<b>471 473,89</b>	<b>1 437 754,78</b>	<b>9,8%</b>

## RESULTAT BUDGETAIRE DES CREDITS NON-DIFFERENCIES REPORTE (C8)

Title	Budget article	Description	Budget	Payments	% Payé	Crédits C8 annulés
Titre 1	E1100	Personnel	30 697,01	28 093,15	92%	2 603,86
	E1200	Formation	83 367,90	82 487,22	99%	880,68
	E1300	Frais de déplacement	8 000,00	4 419,79	55%	3 580,21
	E1400	Intérimaire	5 531,40	2 350,31	42%	3 181,09
	E1500	Assistance/soutien	3 411,61	2 545,60	75%	866,01
	E1700	Frais de représentation	359,00	0,00	0%	359,00
	<b>Total</b>		<b>131 366,92</b>	<b>119 896,07</b>	<b>91%</b>	<b>11 470,85</b>
Titre 2	E2000	Immeubles	75 816,37	61 849,01	82%	13 967,36
	E2100	Dépenses informatique	55 073,01	44 516,20	81%	10 556,81
	E2200	Equipements divers	3 879,44	3 879,42	100%	0,02
	E2300	Administration générale	18 809,00	8 315,00	44%	10 494,00
	E2400	Affranchissement et télécom.	11 251,00	8 579,88	76%	2 671,12
	E2500	Réunion et conseil	66 371,38	43 243,02	65%	23 128,36
	E2600	Audit et évaluation	0,00	0,00	0%	0,00
	<b>Total</b>		<b>231 200,20</b>	<b>170 382,53</b>	<b>74%</b>	<b>60 817,67</b>
Grand Total			<b>362 567,12</b>	<b>290 278,60</b>	<b>80%</b>	<b>72 288,52</b>

## 4. Comptes Financiers:

### Bilan

				2014	2013
<b>Actif</b>	Immobilisations	Actifs incorporels	1	40,450.60	48,609.00
		Actifs corporels	2	3,373,174.73	3,934,252.98
		Investissement à moyen terme	3	1,512,600.00	4,512,600.00
		<b>Total</b>		<b>4,926,225.33</b>	<b>8,495,461.98</b>
	Actifs circulants	Créance à court terme	4	2,985,677.16	3,222,704.28
		Trésorerie	5	17,667,993.91	15,027,764.11
		Autres créances	6	95,481.50	158,940.88
		<b>Total</b>		<b>20,749,152.57</b>	<b>18,409,409.27</b>
	<b>Total</b>			<b>25,675,377.90</b>	<b>26,904,871.25</b>
<b>Passif</b>	Résultat accumulé	Bénéfice pour l'exercice		(686,453.63)	146,374.33
		Réserve		14,745,891.82	14,599,517.49
		<b>Total</b>		<b>14,059,438.19</b>	<b>14,745,891.82</b>
	Dettes et charges à payer	Charges à payer et recettes reportées	7	11,434,076.85	11,829,323.17
		Dettes courantes	8	10,222.86	186,256.26
		Provision à court terme	9	171,640.00	143,400.00
		<b>Total</b>		<b>11,615,939.71</b>	<b>12,158,979.43</b>
	<b>Total</b>			<b>25,675,377.90</b>	<b>26,904,871.25</b>

La somme de 10 270.73 € liée à des immobilisations corporelles en cours de construction et relative à la rénovation de bureau est incluse dans le total de 3 373 174.73 des immobilisations corporelles.

## Etat de la performance financière

		2014	2013
Recettes	Recettes de taxes	12,769,222.34	12,650,720.74
	Recettes provenant du fonctionnement administratif	4,760.22	4,745.46
	Recettes de subventions	115,815.73	64,151.11
	<b>Total</b>	<b>12,889,798.29</b>	<b>12,719,617.31</b>
Dépenses	Dépenses opérationnelles	(6,564,790.76)	(5,775,160.93)
	Salaires et charges sociales	(5,382,522.06)	(5,493,216.64)
	Frais généraux	(1,582,982.92)	(1,238,213.00)
	Dépréciation d'actifs	(273,074.66)	(276,240.37)
	<b>Total</b>	<b>(13,803,370.40)</b>	<b>(12,782,830.94)</b>
<b>Result</b>		<b>(913,572.11)</b>	<b>(63,213.63)</b>
Recettes financières	Intêret	228,078.90	209,339.37
	Recettes financières divers	1,445.12	4,794.17
	<b>Total</b>	<b>229,524.02</b>	<b>214,133.54</b>
Dépenses financières	Charges bancaires et écart de change	(2,405.54)	(4,545.58)
	<b>Total</b>	<b>(2,405.54)</b>	<b>(4,545.58)</b>
<b>Result</b>		<b>227,118.48</b>	<b>209,587.96</b>
<b>Résultat de l'année</b>		<b>(686,453.63)</b>	<b>146,374.33</b>

## Cash flow (Méthode Indirecte)

	2014	2013
Flux de trésorerie des activités ordinaires		
Excédent/(déficit) des Activités ordinaires	-686 453,63	146 374,33
<b>Activité opérationnelles</b>		
Ajustements		
Amortissements (immobilisations incorporelles) +	24 397,09	22 568,02
Amortissements (immobilisations corporelles) +	248 677,57	253 672,35
Dévaluation (Immobilisation corporelles) +	369 869,55	
Augmentation/ (baisse) des provisions pour risques et charges	28 240,00	25 649,41
(Augmentation)/ baisse des créances à long terme	3 000 000,00	67 400,00
(Augmentation)/ baisse des créances à court terme	300 486,50	65 256,40
(Augmentation)/ baisse des créances relatives aux entités communautaires consolidées	0,00	0,00
Augmentation/ (baisse) des dettes	-571 279,72	-192 183,09
Flux de trésorerie net des activités opérationnelles	2 713 937,36	388 737,42
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>		
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles (-)	-73 707,56	-71 987,82
Produit sur immobilisation corporelles et incorporelles (+)		
Bénéfice/perte sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (+)	0,00	142,46
Flux de trésorerie net des activités d'investissement	-73 707,56	-71 845,36
Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie	2 640 229,80	316 892,06
Trésorerie et assimilé disponible au début de la période	15 027 764,11	14 710 872,05
Trésorerie et assimilé disponible à la fin de la période	17 667 993,91	15 027 764,11
Augmentation/(baisse) de trésorerie ou équivalent	2 640 229,80	316 892,06

## Réconciliation du résultat économique avec le résultat budgétaire

	signe +/-	montant
<b>Résultat économique (+ pour le bénéfice et - pour le déficit)</b>	<b>+/-</b>	<b>-686 453,63</b>
Ajustements de fin d'exercice (extourne 31.12.N-1)	-	-10 935 157,15
Ajustements de fin d'exercice (au 31.12.N )	+	10 350 115,87
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	+	273 074,66
Réduction de valeur	+	369 869,55
Recettes de 2014 en compte 7 non encore reçues	-	-2 449 640,00
Paielements réalisés sur les engagements reportés	+	290 278,60
Achat d'immobilisations (moins montants non payés)	-	-73 707,56
Recettes antérieurs à 2014 et reçues dans l'année	+	2 799 388,00
Report d'engagement à 2015	-	-471 473,89
Annulation des engagements reportés de l'année précédente	+	72 288,52
<b>total</b>		<b>-461 417,03</b>
Résultat budgétaire (+ pour le bénéfice) (2)		-461 417,03
<b>Montant des écarts de change inclus (3) - (+ pour une gain ; - pour une perte)</b>		-225,63
<b>Ecart non expliqué</b>		<b>0,00</b>

## 5. Notes to the financial accounts

### 1. Immobilisations incorporelles

		Logiciels développés en interne	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles (1)	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeurs comptables brutes 01.01.2014	+		615 712,60			615 712,60
Acquisitions 2014	+		16 238,69			16 238,69
Cessions 2014	-					
Transferts entre rubriques	+/-					
Autres changements (2)	+/-					
Valeurs comptables brutes 31.12.2014		0,00	631 951,29	0,00	0,00	631 951,29
Accumulated amortization and impairment 01.01.2014	-		-567 103,60			-567 103,60
Amortissement 2014	-		-24 397,09			-24 397,09
Amortissement sur cessions	+					
Reprise sur dévaluation	+					
Transferts entre rubriques	+/-					
Accumulated amortization and impairment 31.12.2014		0,00	-591 500,69	0,00	0,00	-591 500,69
Net carrying amounts 31.12.2014		0	40 450,60	0,00	0,00	40 450,60

### 2. Immobilisations corporelles

		Terrains	Bâtiments	Installations et équipements	Matériel informatique	Actifs en cours	Total
Valeurs comptables brutes 01.01.2014	+	292 220,00	5 393 091,47	344 380,74	304 115,64		6 333 807,85
Acquisitions 2014	+		29 769,42	7 517,72	9 971,00	10 210,73	57 468,87
Cessions 2014	-			-5 419,56	-4 662,17		-10 081,73
Dévaluation	+/-		-369 869,55				-369 869,55
Autres changements (1)	+/-						
Valeurs comptables brutes 31.12.2014		292 220,00	5 052 991,34	346 478,90	309 424,47	10 210,73	6 011 325,44
Amortissements cumulés 01.01.2014	-	-	-1 825 448,57	-299 638,71	-274 467,59		-2 399 554,87
Amortissement 2014	-		-216 554,45	-13 360,06	-18 763,06		-248 677,57
Reprise sur amortissement	+						
Amortissement sur cessions	+			5 419,56	4 662,17		10 081,73
Transferts entre rubriques	+/-						
Amortissements cumulés 31.12.2014		0,00	-2 042 003,02	-307 579,21	-288 568,48	0,00	-2 638 150,71
Valeurs comptables nettes 31.12.2014		292 220,00	3 010 988,32	38 899,69	20 855,99	10 210,73	3 373 174,73

### 3. Investissement à moyen terme

	2014	2013
Investissement à moyen terme	1,512,600.00	4,512,600.00
	<b>1,512,600.00</b>	<b>4,512,600.00</b>

En 2014, les investissements à moyen terme sont composés de 2 placements : un investissement avec la BNP de 512 600 € (échéance janvier 2016) et un deuxième investissement avec la Caisse d'Épargne pour 1 000 000 € avec une échéance en octobre 2017 mais pouvant être interrompu chaque année en octobre. On peut constater une réduction significative des investissements à moyen terme en 2014 comparé à 2013, ce au profit des investissements à court terme.

### 4. Créances à court terme

	2014	2013
Clients	2,636,484.87	2,985,070.87
TVA	265,603.56	177,872.89
Charges reportées	83,588.73	59,760.52
<b>Total</b>	<b>2,985,677.16</b>	<b>3,222,704.28</b>

La diminution du montant du poste clients est due à la réduction de la taxe annuelle. En 2013, la taxe annuelle s'élevait à 300 € contre 250 € en 2014.

L'augmentation du poste de la TVA est principalement due au délai de remboursement, plus long pour certains états membres.

### 5. Trésorerie

Description	2014	2013
Investissements à court terme	13,396,085.24	11,111,864.36
Comptes courants	4,225,798.28	3,877,781.13
Regie d'avance	45,310.39	37,318.62
Caisse	800.00	800.00
<b>Total</b>	<b>17,667,993.91</b>	<b>15,027,764.11</b>

Comme indiqué ci-dessus, le montant des investissements à court terme a augmenté suite à l'échéance d'un placement à moyen terme qui a été réinvesti sur du court terme.



## Répartition des placements à court terme

Banque bénéficiant de placement à court terme	2014	2013
BNP	2 958 000,00	3 678 000,00
Barclays	575 662,16	1 272 198,33
HSBC	1 600 000,00	3 863 500,00
LCL	1 315 423,08	1 298 166,03
Caisse d'Epargne	1 122 000,00	1 000 000,00
Société Générale	1 670 000,00	0,00
Crédit Agricole	4 155 000,00	0,00
<b>Total</b>	<b>13 396 085,24</b>	<b>11 111 864,36</b>

## 6. Autres créances

	2014	2013
Intérêts à recevoir	95,481.50	158,940.88
<b>Total</b>	<b>95,481.50</b>	<b>158,940.88</b>

Les taux d'intérêts sont toujours très bas et ont diminué en 2014. L'Office s'attend à récupérer moins de retour sur ses investissements.

## 7. Charges à payer et recettes reportées

	2014	2013
Recettes reportées	7,156,350.23	7,982,317.57
Factures à recevoir	3,861,357.81	3,489,297.12
Comptes transitoire	132,477.57	24,296.27
Provision pour congés payés	87,794.13	109,608.37
Comptes courants demandeurs	143,265.19	185,021.19
Préfinancement reçu	52,831.92	38,782.65
<b>Total</b>	<b>11,434,076.85</b>	<b>11,829,323.17</b>

La diminution du poste des recettes reportées est due à la réduction de la taxe annuelle. Le montant des factures à recevoir a augmenté car l'Office a reçu beaucoup plus de demandes que l'année précédente et le nombre de commandes d'examen a suivi la même tendance.

Détail des pré-financements reçus – charges à payer / recette à recevoir au 31/12/2014

FR	Préfinancement reçu	Dépenses de l'agence	Coûts déclarés à la Commission	Coûts retenus suivant contrat (95%)	Coûts réels non déclarés à la Commission	Solde sur préfinancement
Payment 1	196 783,00	160 895,81	160 895,81	152 851,02		43 931,98
Payment 2	129 865,00	127 331,64	-	-	120 965,06	8 899,94
<b>Total</b>	<b>326 648,00</b>	<b>288 227,45</b>	<b>160 895,81</b>	<b>152 851,02</b>	<b>120 965,06</b>	<b>52 831,92</b>

8. Dettes courantes à payer

	2014	2013
Comptes créditeur divers	6,335.00	198,797.75
Fournisseurs	3,887.86	21,862.37
<b>Total</b>	<b>10,222.86</b>	<b>186,256.26</b>

9. Provision à court terme

	2014	2013
Provision pour client douteux	171,640.00	143,400.00
<b>Grand Total</b>	<b>171,640.00</b>	<b>143,400.00</b>

10. Evolution du capital

	2014	2013
Reserve	14,745,891.82	14,599,517.49
Profit / perte de l'année	(686,453.63)	146,374.33
<b>Réserve cumulée</b>	<b>14,059,438.19</b>	<b>14,745,891.82</b>

## 11. Autres informations

### Engagements hors bilan

A la clôture, le montant total des engagements ouverts sur le titre 3 (dépenses opérationnelles) était de 13 868 765 euros et, pour les crédits reportés en 2015 des titres 1 et 2 en crédit C8, de 471 473 euros. Sur ces deux montants, 3 851 357 euros se rapportent à des travaux effectués en 2014 ou avant, mais non encore facturés. Cette somme a déjà été comptabilisée dans les comptes financiers en provision. Le solde de **10 488 881 euros** correspond à des engagements déjà effectués, pour des travaux et services qui seront réalisés dans le futur. Ces engagements financiers correspondent à des examens déjà commandés dont la date de soumission du matériel est prévue pour les exercices à venir. Aucun de ces engagements n'est pour le moment constaté dans le passif des comptes financiers de l'OCVV, puisque les demandeurs pourraient encore annuler l'examen avant la date de soumission du matériel. Ils sont toutefois considérés comme des engagements hors bilan.

Contrats de location longue durée (photocopieurs) : un montant de 8 364 euros, avec extension au-delà de l'année considérée.

### Passif éventuel

L'OCVV fait actuellement l'objet d'un recours. Si l'Office perdait le recours, il pourrait être redevable des dépenses encourues par la partie adverse et des frais d'avocat. La probabilité de perdre ce recours est considéré comme faible et le montant maximum de dépenses pourrait être de l'ordre de 50 000€.

### Parties liées

Grade	Nombre de personnes
AD15	1
AD12	1
Total	2

### Evénement post clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à déclarer.

## 6. Etats sur le risque financier

### Investissements à moyen terme

L'Office possède 3 investissements à moyen terme avec les banques mentionnées ci-dessous ayant des échéances pour les 3 prochaines années.

Actif financier immobilisé	1-2 ans	2-3 ans	total
Placement à moyen terme BNP	512 600,00		512 600,00
Placement à moyen terme Caisse d'Epargne		1 000 000,00	1 000 000,00
<b>total</b>	<b>512 600,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 512 600,00</b>

### Clients

En ce qui concerne les clients de l'OCVV, la provision pour perte éventuelle est définie ci-dessous :

Clients	2014	2013
<b>Montant début d'année</b>	<b>2 636 484,84</b>	<b>2 985 070,87</b>
Provision début d'année	-143 400,00	-117 750,59
Augmentation de la provision (-)	-30 800,00	-66 160,00
Réduction de la provision (+)	1 020,00	40 510,59
Annulation	1 540,00	0,00
<b>Provision cumulée</b>	<b>-171 640,00</b>	<b>-143 400,00</b>
<b>Montant net fin d'année</b>	<b>2 464 844,84</b>	<b>2 841 670,87</b>

Répartition de la provision pour clients	2014	2013
Créances avant 2009		720,00
Créances de 2009	6 550,00	6 550,00
Créances de 2010	41 520,00	41 920,00
Créances de 2011	60 420,00	60 720,00
Créances de 2012	45 850,00	33 490,00
Créances de 2013	17 300,00	-
<b>Montant net fin d'année</b>	<b>171 640,00</b>	<b>143 400,00</b>

## Evaluation du risque sur les actifs financiers

Les actifs financiers de l'OCVV et l'évaluation des risques sont précisés dans l'état ci-dessous. En ce qui concerne les créances provenant des états membre, il s'agit des remboursements de TVA en attente. Les créances provenant des tiers concernent les investissements à moyen terme pour 1 512 000 € et 83 588,93 € pour les charges constatées d'avances payées en 2014.

Notations	Créances provenant des états membre	Créances provenant de tiers y compris charges et produits à recevoir	Placements à court terme	Comptes bancaires	Total	% du total
Notation très haute et haute	259 443,90	1 691 670,43	13 396 085,24	4 271 908,67	19 619 108,24	99,97%
Notation moyenne haute	2 315,19				2 315,19	0,01%
Notation moyenne basse	888,00				888,00	0,00%
Notation basse	2 956,47				2 956,47	0,02%
<b>Total</b>	<b>265 603,56</b>	<b>1 691 670,43</b>	<b>13 396 085,24</b>	<b>4 271 908,67</b>	<b>19 625 267,90</b>	<b>100,00%</b>

L'état suivant concerne les créances de nos clients :

Tiers sans notation	Créances provenant des états membre	Créances provenant de tiers y compris charges et produits à recevoir	Placements à court terme	Comptes bancaires	Total
Clients		2 636 484,87			2 636 484,87
Créanciers douteux					
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>2 636 484,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 636 484,87</b>

## Maturité des actifs financiers

Actif circulant	à moins d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	total
Clients	2 636 484,87			2 636 484,87
TVA	265 603,56			265 603,56
Charges reportées	80 504,72	2 896,14	187,89	83 588,75
<b>total</b>	<b>2 982 593,15</b>	<b>2 896,14</b>	<b>187,89</b>	<b>2 985 677,18</b>

## Maturité du passif financier

L'état suivant tient compte de la trésorerie reçue pour les comptes courants des demandeurs et des montants dus aux fournisseurs :

	< 1 ans	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les tiers	285 965,62			285 965,62
Dettes envers des entités consolidées				
<b>Total</b>	<b>285 965,62</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>285 965,62</b>

## Risque sur les devises (en EUR)

L'OCVV n'a aucune exposition au risque sur les devises autres que l'euro. Tous les soldes sont en EURO et seront payés en EURO.

## 7. Résumé des principes comptables essentiels

Conformément au règlement financier (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002, modifié par les règlements (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil du 13 décembre 2006 et (CE) n° 1525/2007 du 17 décembre 2007, les états financiers de l'OCVV<sup>2</sup> pour l'exercice 2014 sont établis sur la base des règles comptables communautaires, qui adaptent les normes comptables internationales pour le secteur public (et, dans certains cas, les normes internationales d'information financière) à l'environnement spécifique des Communautés<sup>3</sup>, tandis que les «Rapports sur l'exécution du budget» continuent d'être fondés essentiellement sur les mouvements de trésorerie.

Les comptes sont préparés pour l'exercice budgétaire qui débute le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et s'achève le 31 décembre 2014.

### PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, le résultat et les flux de trésorerie d'une entité, utiles à un large éventail d'utilisateurs. Dans le cas de l'OCVV, les objectifs sont plus spécifiquement de procurer des informations servant à la prise de décisions et de rendre des comptes quant à l'utilisation des ressources placées sous sa responsabilité.

Conformément à l'article 124 du règlement financier, l'OCVV applique les principes comptables suivants pour établir les états financiers :

- la continuité des activités,
- la prudence,
- la permanence des méthodes comptables,
- la comparabilité des informations,
- l'importance relative,
- la non-compensation,
- la prééminence du fond sur la forme,
- la comptabilité d'exercice.

---

<sup>2</sup> Les états financiers se composent du bilan, de l'état de performance financière, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de l'évolution de l'actif net et des notes annexes.

<sup>3</sup> Les règles comptables adoptées s'inspirent des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) publiées par l'IFAC (International Federation of Accountants) ou, à défaut, des normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

## BILAN

### Immobilisations incorporelles

Les licences de logiciels informatiques sont inscrites à l'actif du bilan sur la base de leur coût, diminué des amortissements et pertes de valeur cumulés. Ces actifs sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimée, soit 4 ans.

### Immobilisations corporelles (propriétés, installations et outillage)

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué des amortissements et des pertes de valeur. Le coût historique comprend toute dépense directement imputable à l'acquisition d'une immobilisation.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'agence et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts de réparation et d'entretien sont portés au niveau de l'état de performance financière Féconome de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les terrains ne sont pas amortis, leur durée de vie étant considérée comme illimitée. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties, puisqu'elles ne sont pas encore disponibles pour utilisation. L'amortissement des autres actifs est calculé selon la méthode linéaire, de manière à imputer leur coût sur leur valeur résiduelle, en fonction de leur durée de vie utile estimée, comme suit :

Taux d'amortissement :

Type de biens	Taux d'amortissement linéaire
Immeubles	4 %
Mobilier	12.5 %
Matériel de transport	12.5 %
Matériel informatique	33 %

Les plus-values et moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de la cession diminué des frais de cession à la valeur comptable du bien. Elles sont incluses dans l'état de performance financière.

### Actifs financiers à moyen terme

L'office investit une partie de ses réserves disponibles dans des portefeuilles d'obligation d'Etat. Ces portefeuilles, divisés en unités qui sont cotés chaque jour, sont « Disponible-à-vendre » et sont de sorte que l'évaluation de leur valeur soit prise directement à l'équité dans le bilan en accord avec la règle de comptabilité numéro 11 de la Commission Européenne. La reconnaissance d'un gain ou d'une perte aura lieu lors de la vente (partielle ou totale) du portefeuille.

Pour les actifs tenus-à-maturité (dépôts négociés avec une date d'expiration supérieure à un an), les intérêts sont enregistrés sur une base d'accroissement.

### Pertes de valeurs sur actifs non financiers

Les actifs qui ont une durée d'utilité indéfinie ne font pas l'objet d'un amortissement et subissent chaque année un test de dépréciation. Les actifs faisant l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstances donne à penser que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée à raison de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et de sa valeur d'utilité.

### Créances

Les créances sont comptabilisées à la valeur initiale diminuée des dépréciations pour perte de valeur. Une dépréciation pour perte de valeur sur créances est constatée en présence d'éléments objectifs indiquant que l'OCVV ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus aux échéances initialement prévues. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable de la créance et son montant recouvrable, à savoir la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, calculée sur la base du taux d'intérêt proposé par le marché à des emprunteurs similaires. La dépréciation est constatée au niveau de l'état de performance financière.

### Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles sont définies comme des actifs courants. Elles comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et les autres placements à court terme très liquides.

### Obligations au titre du régime de pension

Les obligations au titre du régime de pension de l'OCVV sont administrées par et comptabilisées en passif dans les comptes des Communautés européennes qui gèrent un régime de pension à prestations définies. Les régimes de pension à prestations définies fixent généralement le montant des prestations dont un membre du personnel bénéficiera une fois à la retraite. Ce montant dépend en général d'un ou plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et la rémunération.

### Provisions :

Les provisions sont enregistrées quand l'OCVV a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et pour lequel il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre cette obligation ; le montant doit pouvoir être estimé de façon fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre de pertes opérationnelles futures.

### Comptes créditeurs

Les dettes résultant de l'achat de biens ou de services sont comptabilisées lors de la réception de la facture pour le montant initial de celle-ci et les dépenses correspondantes sont saisies dans les comptes lorsque les biens ou services sont livrés ou fournis à l'OCVV et acceptés par celui-ci.



Charges à payer/produits à recevoir et charges et produits à reporter

Un élément essentiel de la comptabilité d'exercice consiste à veiller à ce que les transactions soient comptabilisées sur la période comptable à laquelle elles se rapportent. C'est ce qu'on appelle la coupure, ou la séparation, des exercices.

À cet égard, l'OCVV applique les règles comptables des Communautés européennes. Dans le cadre des règles comptables des Communautés européennes, les transactions et événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent. À la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Le calcul des charges à payer est effectué conformément aux lignes directrices opérationnelles et pratiques publiées par la Commission, qui visent à faire en sorte que les états financiers fournissent une image fidèle de la situation.

Les produits sont également comptabilisés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent.

Par ailleurs, lorsque, en fin d'exercice, une facture a été envoyée alors que le service n'a pas encore été rendu, le produit correspondant est reporté et sera comptabilisé lors de l'exercice comptable suivant.

## **ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE**

### **Produits**

Le produit de la vente de biens est comptabilisé lorsque les risques et avantages ont été transférés à l'acheteur. En ce qui concerne l'OCVV, il s'agit du moment où l'agence émet une facture ou un ordre de recouvrement.

Dans le cas d'une taxe de demande, la recette est reconnue quand la date de la demande a été reconnue. Pour l'OCVV, cela signifie que le revenu est pris en compte à la génération d'une note de débit ou un ordre de recouvrement.

### **Produits et charges d'intérêt**

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés au niveau de l'état de performance financière de l'exercice pertinent.

### **Dépenses**

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que des achats de biens ou de services sont comptabilisées lorsque les fournitures sont livrées/les services sont fournis et accepté(e)s par l'OCVV. Elles sont évaluées au coût de facturation initial.

Les provisions pour dépense sont enregistrées si les conditions suivantes sont vérifiées :

- (a) une obligation actuelle existe du fait d'un événement passé,
- (b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation
- (c) le montant de l'obligation peut être estimée de façon fiable.